



**Conseil Economique
et Social**

Distr. GÉNÉRALE
SECTION DES RÉFÉRENCES
E/CN.4/Sub.2/1991/30/Add.2
30 juillet 1991
COPIE D'ARCHIVES
A RENDRE AU BUREAU E/5707
FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-troisième session
Point 11 de l'ordre du jour provisoire

L'INDEPENDANCE ET L'IMPARTIALITE DU POUVOIR JUDICIAIRE,
DES JURES ET DES ASSESSEURS ET L'INDEPENDANCE DES AVOCATS

Rapport sur l'indépendance du pouvoir judiciaire et la protection
des avocats dans l'exercice de leur profession, établi par
M. Louis Joinet, conformément à la résolution 1990/23
de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures
discriminatoires et de la protection des minorités

Additif

Note du Rapporteur spécial

J'ai reçu du Gouvernement du Sri Lanka des informations sur des cas de mesures et pratiques concernant l'indépendance du pouvoir judiciaire et la protection des avocats abordés dans le rapport. Je rappelle que les cas de mesures et pratiques concernant l'indépendance du pouvoir judiciaire et la protection des avocats dans ce pays sont abordés au paragraphe 228 du rapport (E/CN.4/Sub.2/1991/30). La communication reçue du Gouvernement du Sri Lanka est reproduite ci-après in extenso.

SRI LANKA

[15 juillet 1991]

1. Le Gouvernement sri-lankais a condamné les meurtres déplorables des avocats mentionnés dans la communication en date du 13 juin 1991 émanant du Rapporteur spécial. Des enquêtes ont été effectuées par le Parquet sur ces affaires, les investigations se poursuivent pour certaines, pour d'autres les enquêtes sont closes. (Le Gouvernement sri-lankais a fourni, dans ses précédentes réponses, des détails sur ces affaires au Rapporteur spécial, M. A. Wako.) Des mesures ont aussi été prises pour assurer la sécurité des avocats qui en ont fait la demande. On n'a signalé aucun cas récent d'assassinat d'avocats ou d'avocats ayant fait l'objet de menaces. Le Gouvernement sri-lankais réaffirme, toutefois, que ces meurtres criminels n'ont pas entravé la tâche du pouvoir judiciaire ni des professions judiciaires pour ce qui est de l'examen des dossiers concernant les droits fondamentaux.

2. Les assassinats d'avocats ou menaces dont d'autres avocats ont été l'objet, dont il est question dans la communication du Rapporteur spécial mentionnée ci-dessus, se sont produits dans le contexte de violences et d'intimidations suscité par les groupes terroristes du Janatha Vimukthi Peramuna (JVP) et des Tigres pour la libération de l'Eelam Tamoul (LTTE). Ces deux groupes sont bien connus, non seulement par leurs actes d'intimidation et de terrorisme dirigés contre des civils innocents, mais encore pour avoir éliminé d'anciens membres de leur propre parti ainsi que leurs rivaux politiques.

3. Pour ce qui est du LTTE, il est notoire que ses membres ont systématiquement entrepris d'éliminer leurs rivaux politiques, spécialement les membres des partis politiques démocratiques tamouls, ainsi qu'en témoigne le meurtre de l'avocat Sam Tambimuttu, mentionné dans le rapport du Rapporteur spécial, ainsi que celui de M. A. Amirthalingam. Au moment de sa mort, ce dernier était président du Front tamoul uni de libération (TULF) et M. Yogeswaran (qui a également été tué au cours du même incident) était membre du Politburo. Les enquêtes ont fait apparaître que ces assassinats s'intégraient dans la stratégie du LTTE visant à éliminer tous les autres partis politiques représentant le peuple de langue tamoule. L'un des accusés a été traduit devant la Haute Cour de Colombo pour complicité de meurtre sur la personne de M. Amirthalingam. Le suspect était membre du LTTE sur les ordres duquel il avait agi. Les trois assassins ont été identifiés comme des membres du LTTE qui les avaient envoyés à Colombo pour perpétrer ce meurtre.

4. L'avocat Sam Tambimuttu, était lui, au moment de sa mort, membre du Parlement où il représentait le Front populaire révolutionnaire de libération de l'Elam (EPRLF), parti opposé au LTTE. Peu de temps avant sa mort, il avait publiquement critiqué les violations des droits de l'homme perpétrées par le LTTE. L'enquête avait révélé qu'un membre du LTTE était impliqué dans cet assassinat.

5. Dans les cas où les forces de sécurité ont été mises en accusation, elles ont dû répondre de ces accusations devant la loi, comme tous les autres citoyens. L'affaire de l'avocat Wijedasa Liyanarachchi (mentionnée dans

le rapport du Rapporteur spécial) a fait l'objet d'une enquête, et les officiers de police soupçonnés ont été mis en détention. Le Procureur général a inculqué les trois officiers de police de complicité de meurtre et de l'assassinat de M. Liyanarachchi. L'affaire s'est conclue récemment. Les tribunaux ont établi que les officiers de police s'étaient rendus coupables d'actes illégaux, mais les preuves produites à l'audience ont établi également que M. Liyanarachchi se trouvait en détention parce qu'il était compromis dans un certain nombre de meurtres politiquement motivés perpétrés par le JVP et non en raison d'activités liées à l'exercice de sa profession.

6. Pour ce qui est des allégations dont faisaient l'objet les forces de sécurité, il faudrait tenir compte aussi du fait qu'il est notoire que les militants du monde entier ont l'habitude de revêtir des uniformes de type militaire, dans divers desseins.

7. Le Gouvernement sri-lankais condamne ces meurtres d'avocats commis au mépris du droit, mais il déclare qu'il faut se garder d'en conclure que c'est à eux que doit être attribuée la réduction du nombre des recours en habeas corpus, ce qui ne serait pas exact.

8. Le recours en habeas corpus et la procédure pour atteinte aux droits fondamentaux constituent, au regard de la loi sri-lankaise, deux droits dont peut se prévaloir au choix le demandeur. Le nombre des recours en habeas corpus et des procédures pour atteinte aux droits fondamentaux déposées ou entamées durant les trois dernières années se décompose comme suit :

Recours en habeas corpus

1988	-	505
1989	-	483
1990	-	74
1991	-	57 (au 30 juin 1991)

Procédures pour atteinte aux droits fondamentaux

1988	-	77
1989	-	49
1990	-	1 485
1991	-	677 (au 30 juin 1991)

Les chiffres ci-dessus indiquent que s'il y a eu diminution des recours en habeas corpus, le nombre des procédures pour atteinte aux droits fondamentaux engagées devant la Cour suprême du Sri Lanka a considérablement augmenté.

9. Il semble que les demandeurs se soient d'abord efforcés d'obtenir réparation en recourant à l'habeas corpus, puis se soient rendu compte plus tard qu'ils avaient intérêt à se prévaloir de la procédure pour atteinte aux droits fondamentaux. Celle-ci, si l'allégation ou les allégations sont établies, ouvre droit à réparation pour le demandeur, sous la forme de dommages-intérêts, d'ordonnances de remise en liberté, etc., ou toute autre décision considérée comme juste et équitable.

10. Le fait que les fonds fournis à l'Association du barreau sri-lankais, organisation professionnelle indépendante, par les Gouvernements australien et canadien et par des organisations non gouvernementales telles qu'Amnesty International "pour fournir une assistance judiciaire aux personnes en appelant à la justice alléguant de violations de droits de l'homme garantis par la Constitution", est un facteur qui n'aura pas manqué d'encourager les demandeurs à recourir à la procédure pour atteinte aux droits fondamentaux et dont il conviendrait également de tenir compte.
